

**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe*****19093883***

ile,

TRIBUNAL DE L'ENTREPRISE
DU HAINAUT**03 JUL. 2019**DIVISION MONS
GreffeN° d'entreprise : **0429.418.231**

Nom

(en entier) : **RESIDENCE DE L'AIR DE PAIX**

(en abrégé) :

Forme légale : **Société à Responsabilité Limitée**Adresse complète du siège : **Rue Potresse 2 - 7340 Colfontaine****Objet de l'acte : constitution - apport en nature**

D'un procès-verbal dressé le 1 juillet 2019 par Maître Cedric HONOREZ, notaire, associé dans la Société Privée à Responsabilité Limitée «HONOREZ Marc & Cedric – Geassocieerde Notarissen», avec siège à 3300 Tienen, Nieuwstraat 42, il résulte que La Société Anonyme de Droit belge « EDGARD », ayant son siège social à 1050 Bruxelles, Avenue Louise 523, boîte 2, aussi nommé « le fondateur », a déclaré constituer une Société à Responsabilité Limitée, dénommée « RESIDENCE DE L'AIR DE PAIX » dont le siège social sera situé à 7340 Colfontaine, Rue Potresse 2, dont la valeur de l'apport est fixé à SEPT CENT ET UN MILLE CINQ CENT NONANTE CINQ EUROS VINGT NEUF EUROCENTS (701.595,29 €), représenté par 920 parts sociales sans valeur nominale, auxquelles il souscrit par apport en nature comme mentionné ci-dessous et au pair.

Le fondateur déclare et reconnaît :

1. Que le capital est intégralement libéré et chacune des actions a été entièrement libérée.
2. Que le notaire instrumentant a appelé son attention sur les dispositions légales relatives, respectivement, savoir:
 - à l'emploi des langues,
 - à la responsabilité des fondateurs,
 - à l'obligation de remettre au notaire instrumentant, un plan financier justifiant le montant du capital de la présente société,
 - à l'interdiction faite par la loi à certaines personnes, de participer à l'administration d'une société,
 - à la responsabilité personnelle qu'encourent les administrateurs de sociétés, en cas de faute grave et caractérisée,
 - à l'exercice par certains étrangers d'une activité professionnelle indépendante,
 - à l'agrément préalable à l'exercice de certaines activités,
 - aux quasi-apports.
 - que la société sera dotée de la personnalité morale à partir du dépôt d'une expédition de l'acte constitutif ou d'un extrait de cet acte au greffe du Tribunal compétent;

Le notaire atteste qu'un plan financier de la société, dans lequel les capitaux propres de départ de la société se trouvent justifiés.

Ils déclarent que le notaire a attiré leur attention sur la responsabilité des fondateurs en cas de faillite de la société dans les trois ans de sa constitution, si les capitaux propres de départ sont manifestement insuffisants pour mener l'activité projetée, signé par le fondateur lui a été remis.

Conformément à l'article 5 :7 du Code des Sociétés et des Associations le fondateur de la Société à Responsabilité Limitée « RESIDENCE DE L'AIR DE PAIX », a désigné préalablement aux présentes la «SCRL RSM INTERAUDIT, représentée par Monsieur Luis Laperal, Réviseur d'Entreprise, pour faire rapport, notamment, sur la description de l'apport en nature et sur les modes d'évaluation adoptés.

Les conclusions de ce rapport s'énoncent comme suit:

« L'apport en nature effectué par la SA EDGARD à l'occasion de la constitution de la SRL RESIDENCE DE L'AIR DE PAIX par scission mixte de la SA RESIDENCE DE L'AIR DE PAIX consiste en la partie opérationnelle – hors terrains et immeubles – du patrimoine de cette dernière.

L'opération a été contrôlée conformément aux normes édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises en matière d'apport en nature.

Le fondateur est responsable de l'évaluation des biens apportés, ainsi que de la détermination du nombre de parts sociales à émettre en contrepartie de l'apport.

Au terme de nos contrôles, nous sommes d'avis que :

- a) La description de l'apport en nature répond à des conditions normales de précisions et de clarté.

b) Les modes d'évaluation de l'apport arrêtés par les parties sont justifiés par les principes de l'économie d'entreprise et conduisent à des valeurs qui correspondent au moins à la valeur de l'apport mentionnée dans le projet d'acte de 701.595,29 Eur de sorte que l'apport en nature n'est pas surévalué.

La rémunération réelle de l'apport en nature consiste en l'attribution de 920 parts sociales sans désignation de valeur nominale de la société ; aucune autre rémunération n'est prévue.

Nous croyons enfin utile de rappeler que notre mission ne consiste pas à nous prononcer sur le caractère légitime et équitable de l'opération. En d'autres termes, notre rapport ne consiste pas en une « fairness opinion ».

Zaventem, le 24 juin 2019

SCRL RSM INTERAUDIT

RÉVISEURS D'ENTREPRISES

REPRÉSENTÉE PAR

LUIS LAPERAL

ASSOCIÉ

Conformément au même article, le fondateur a de même rédigé un rapport spécial dans lequel il expose l'intérêt que présente pour la société l'apport en nature dont question ci avant.

Ce rapport et celui du Réviseur seront déposés en annexe d'une expédition du présent acte au Greffe du Tribunal de Commerce de Mons.

Le fondateur fixe ensuite les statuts de la société comme suit (extrait) :

TITRE I: FORME – DENOMINATION – SIEGE – OBJET – DUREE

Article 1. Forme et dénomination

La société revêt la forme d'une société à responsabilité limitée.

Elle est dénommée : "RESIDENCE DE L'AIR DE PAIX" .

Article 2. Siège

Le siège est établi en Région wallonne

La société peut établir, par simple décision de l'organe d'administration, des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Article 3. Objet

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou compte de tiers ou en participation avec ceux-ci :

- toutes activités de services en faveur de toutes personnes souffrant de déficiences mentales, physiques ou sociales, d'invalidité, d'isolement, d'infirmités et de maladies qu'elles soient adolescentes, adultes, du troisième âge ou du quatrième âge. Dans cette optique, la société pourra mettre sur pied et gérer toutes maisons et structures d'hébergement, d'accueil, de revalidation, d'éducation, de soins de santé et de loisirs.

- toutes prestations de services relatives à la gestion de séniories, homes, maisons de repos et de retraite,

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à :

- l'achat, la vente, la transformation, la gestion et l'exploitation de tous immeubles à destination de home, maison de repos et séniorie ;

- la location ou la vente de services relatifs aux homes, maisons de repos ou séniories, même n'appartenant pas à la société ;

- la prestation de soins paramédicaux et d'aide sociale, soit à domicile, soit dans les institutions sub visées ;

- la fourniture, soit par elle-même, soit par l'intermédiaire de tiers, de nourriture à domicile ou dans les institutions sub visées.

Elle peut faire en Belgique et à l'étranger, d'une façon générale, toutes opérations en relation quelconque avec son objet ou pouvant en faciliter la réalisation. Elle peut effectuer tous placements en valeurs mobilières et s'intéresser par voie d'association, d'apport ou de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer.

Dans cette perspective, la société pourra prêter tous services en matière d'étude, de conseil, d'organisation, de gestion, de logistique, de développement de tous services d'aide aux personnes.

La Société pourra procéder à l'achat, la vente, la location, la construction, la transformation de tous les biens meubles et immeubles en rapport aux activités précitées.

La société pourra également prendre part en tant qu'administrateur ou gérant à la gestion et à la direction de toute société.

La société peut effectuer toutes opérations civiles, commerciales, immobilières et mobilières et/ou de recherche, se rapportant directement ou indirectement à l'une ou l'autre branche de son objet social ou de nature à le développer.

Elle peut réaliser son objet en Belgique ou à l'étranger pour son compte ou pour le compte d'autrui, en tout lieu, de toutes les manières et selon les modalités qui lui paraissent le mieux appropriées.

La société peut accomplir toutes opérations financières, opérations de crédit ou actes d'emprunt, consentir et contracter des prêts accompagnés de garanties, affectations hypothécaires et autres sûretés, se porter caution ou donner des garanties, recevoir ou consentir des hypothèques, gages ou toutes autres sûretés ou obligations concernant tout emprunt, crédit, obligation ou garantie de quelque nature que ce soit, contracté par la société elle-même ou par une société liée avec la société ou par quelconque autre tiers, avec ou sans privilège ou garantie réelle.

Article 4. Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

TITRE II: CAPITAUX PROPRES ET APPORTS

Article 5. Apports

En rémunération des apports, 920 actions ont été émises.

Chaque action donne un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation.

Article 6. Obligation de libérer

Les actions doivent être libérées à leur émission, sauf décision contraire de l'organe compétent.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, l'organe d'administration détermine librement, au fur et à mesure des besoins de la société et aux époques qu'il jugera utiles, les versements ultérieurs à effectuer par lui.

Article 7. Apport en numéraire avec émission de nouvelles actions – Droit de préférence.

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux actionnaires existants, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent.

Le droit de souscription préférentielle peut être exercé pendant un délai d'au moins quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription.

L'ouverture de la souscription avec droit de préférence ainsi que son délai d'exercice sont fixés par l'organe qui procède à l'émission et sont portés à la connaissance des actionnaires par courrier électronique, ou, pour les personnes dont elle ne dispose pas d'une adresse électronique, par courrier ordinaire, à envoyer le même jour que les communications électroniques. Si ce droit n'a pas entièrement été exercé, les actions restantes sont offertes conformément aux alinéas précédents par priorité aux actionnaires ayant déjà exercé la totalité de leur droit de préférence. Il sera procédé de cette manière, selon les modalités arrêtées par la gérance, jusqu'à ce que l'émission soit entièrement souscrite ou que plus aucun actionnaire ne se prévale de cette faculté.

Pour les actions données en gage, le droit de souscription préférentielle revient au débiteur-gagiste.

Les actions qui n'ont pas été souscrites par les actionnaires comme décrit ci-dessus peuvent être souscrites par les personnes auxquelles les actions peuvent être librement cédées conformément à la loi ou aux présents statuts ou par des tiers moyennant l'agrément de la moitié au moins des actionnaires possédant au moins trois quart des actions.

TITRE III: TITRES

Article 8. Nature des actions

Toutes les actions sont nominatives, elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des actions nominatives ; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations. Les titulaires d'actions peuvent prendre connaissance de ce registre relatif à leurs titres.

Le registre des actions sera tenu en la forme électronique.

Les cessions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des actions. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux titulaires des titres.

Article 9. Cession d'actions

§1. Cession libre

Les actions peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un actionnaire, au conjoint du cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des actionnaires.

§2. Cessions soumises à agrément

Tout actionnaire qui voudra céder ses actions entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des actionnaires, possédant les trois quarts au moins des actions, déduction faite des actions dont la cession est proposée.

A cette fin, il devra adresser à l'organe d'administration, par courrier ordinaire ou par e-mail à l'adresse électronique de la société, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, la gérance en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des actionnaires, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par un écrit adressé dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiendraient de donner leur avis seraient considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, l'organe d'administration notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit actionnaires aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des actionnaires.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours. Néanmoins, l'actionnaire voulant céder tout ou partie de ses actions pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées au prix mentionné par lui dans sa notification initiale ou, en cas de contestation de ce prix, au prix fixé par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord sur ce choix, par le président du tribunal de l'entreprise statuant comme en référé à la requête de la partie la plus diligente, tous les frais de procédure et d'expertise étant pour moitié à charge du cédant et pour moitié à charge du ou des acquéreurs, proportionnellement au nombre d'actions acquises s'ils sont plusieurs. Il en ira de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cessions entre vifs, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, tant volontaires que forcées (cas de l'exclusion et du retrait d'un actionnaire), tant en usufruit qu'en nue-propriété ou pleine propriété, qui portent sur des actions ou tous autres titres donnant droit à l'acquisition d'actions.

Par dérogation à ce qui précède, au cas où la société ne compterait plus qu'un actionnaire, celui-ci sera libre de céder tout ou partie de ses actions librement.

TITRE IV. ADMINISTRATION - CONTROLE

Article 10. Organe d'administration

La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, s'ils sont nommés dans les statuts, avoir la qualité d'administrateur statutaire.

L'assemblée qui nomme le ou les administrateur(s) fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. A défaut d'indication de durée, le mandat sera censé conféré sans limitation de durée.

Article 11. Pouvoir de l'organe d'administration

S'il n'y a qu'un seul administrateur, la totalité des pouvoirs d'administration lui est attribuée, avec la faculté de déléguer partie de ceux-ci.

Lorsque la société est administrée par plusieurs administrateurs, chaque administrateur agissant seul, peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet, sous réserve de ceux que la loi et les statuts réservent à l'assemblée générale.

Chaque administrateur représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Il peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Article 12. Rémunération des administrateurs

L'assemblée générale décide si le mandat d'administrateur est ou non exercé gratuitement.

Si le mandat d'administrateur est rémunéré, l'assemblée générale, statuant à la majorité absolue des voix, ou l'actionnaire unique, détermine le montant de cette rémunération fixe ou proportionnelle. Cette rémunération sera portée aux frais généraux, indépendamment des frais éventuels de représentation, voyages et déplacements.

Article 13. Gestion journalière

L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres, qui portent le titre d'administrateur-délégué, ou à un ou plusieurs directeurs.

L'organe d'administration détermine s'ils agissent seul ou conjointement.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, en ce qui concerne cette gestion, attribuer des mandats spéciaux à tout mandataire.

L'organe d'administration fixe les attributions et rémunérations éventuelles pour les délégués à la gestion journalière. Il peut révoquer en tout temps leurs mandats.

Article 14. Contrôle de la société

Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de la société est assuré par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

TITRE V. ASSEMBLEE GENERALE

Article 15. Organisation et convocation

Il est tenu chaque année, au siège [ou à l'endroit indiqué dans les convocations], une assemblée générale ordinaire le dernier lundi du mois de juin à 15.00 h. Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant. S'il n'y a qu'un seul actionnaire, c'est à cette même date qu'il signe pour approbation les comptes annuels.

Des assemblées générales extraordinaires doivent en outre être convoquées par l'organe d'administration et, le cas échéant, le commissaire, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur requête d'actionnaires représentant un dixième du nombre d'actions en circulation. Dans ce dernier cas, les actionnaires indiquent leur demande et les sujets à porter à l'ordre du jour. L'organe d'administration ou, le cas échéant, le commissaire convoquera l'assemblée générale dans un délai de trois semaines de la demande.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par e-mails envoyés quinze jours au moins avant l'assemblée aux actionnaires, aux administrateurs et, le cas échéant, aux titulaires d'obligations convertibles nominatives, de droits de souscription nominatifs ou de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société et aux commissaires. Elles sont faites par courrier ordinaire aux personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'une adresse e-mail, le même jour que l'envoi des convocations électroniques.

Toute personne peut renoncer à la convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

TITRE VII. EXERCICE SOCIAL - REPARTITION - RESERVES

Article 20. Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

A cette dernière date, les écritures sociales sont arrêtées et l'organe d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels dont, après approbation par l'assemblée, il assure la publication, conformément à la loi.

Article 21. Répartition - Réserves

Le bénéfice annuel net recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale, statuant sur proposition de l'organe d'administration, étant toutefois fait observer que chaque action confère un droit égal dans la répartition des bénéfices.

TITRE VIII. DISPOSITION DIVERSES

Article 25. Election de domicile

Tout détenteur d'actions ou d'obligations nominatives, domicilié à l'étranger, sera tenu d'élire domicile en Belgique pour toute les questions relative à l'exécution des présents statuts. A défaut d'élection de domicile, il sera fait élection de domicile au siège de la société où toutes sommations, assignations, significations lui seront valablement faites.

Tout administrateur, commissaire et liquidateur de la société, domicilié à l'étranger, est censé, pendant la durée de ses fonctions, avoir élu domicile au siège de la société où tous les actes judiciaires lui seront valablement transmis.

Tout administrateur, commissaire et liquidateur de la société pourra élire domicile au lieu où ils exercent une activité professionnelle en Belgique. Ce choix de domicile est opposable aux tiers sous réserve de publication aux Annexes du Moniteur belge.

Article 26. Compétence judiciaire

Pour tout litige entre la société, ses actionnaires, gérants, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 27. Droit commun

Les dispositions du Code des sociétés et des associations auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés et des associations sont censées non écrites.

DISPOSITIONS FINALES ET/OU TRANSITOIRES.

Le fondateur prend à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe d'une expédition de l'acte constitutif, conformément à la loi.

1. Premier exercice social et première assemblée générale ordinaire

Le premier exercice social débutera le jour du dépôt au greffe d'une expédition du présent acte et finira le 31 décembre 2019.

La première assemblée générale ordinaire aura donc lieu en 2020.

2. Adresse du siège

L'adresse du siège est situé à : 7340 Colfontaine, Rue Potresse 2

3. Site internet et adresse électronique

Le site internet de la société : nihil

L'adresse électronique de la société : nihil

Toute communication vers cette adresse par les actionnaires, les titulaires de titres émis par la société et les titulaires de certificats émis avec la collaboration de la société est réputée être intervenue valablement.

4. Désignation des administrateurs

L'assemblée décide de fixer le nombre d'administrateurs à deux

Sont appelés aux fonctions d'administrateur non statutaire pour une durée illimitée :

- BBW SPRL, avec siège social à 1050 Bruxelles, Place Georges Brugmann 6, numéro d'entreprise : 0439.383.571, qui désigne comme son représentant permanent Monsieur Benoît Duplat, demeurant à 1050 Bruxelles, Place Georges Brugmann 6 NN : 66.12.07 383 04

- EQSO SA, avec siège social à 7000 Mons, Chaussée du Roeulx 63, numéro d'entreprise : 0888.125.862, qui désigne comme son représentant permanent Monsieur Benoît Duplat, demeurant à 1050 Bruxelles, Place Georges Brugmann 6 NN : 66.12.07 383 04

Leur mandat est gratuit, jusqu'à autre décision de la part de l'Assemblée Générale.

5. Commissaire

L'assemblée/ Le fondateur déclare nommer comme commissaire pour l'exercice social terminant le 31/12/2019, : la « SCRL RSM INTERAUDIT, représentée par Monsieur Luis Laperal, Réviseur d'Entreprise

6. Reprise des engagements pris au nom de la société en formation

Tous les engagements ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le 01/01/2019 par l'un ou l'autre des comparants au nom et pour compte de la société en formation sont repris par la société présentement constituée, par décision de l'organe d'administration qui sortira ses effets à compter de l'acquisition par la société de sa personnalité juridique.

7. Pouvoirs

Monsieur DELTOUR Frederic et madame Celine Van Liedern avocats, association LMBD, dont le cabinet est établi à 1170 Bruxelles Chaussée de la Hulpe 177/7, et la société B DOCS dont les bureaux sont établis à Bruxelles, rue du Taciturne 27 ou toute autre personne désignée par lui, est désigné en qualité de mandataire ad hoc de la société, afin de disposer des fonds, de signer tous documents et de procéder aux formalités requises auprès de l'administration de la tva ou en vue de l'inscription à la Banque carrefour des Entreprises.

Aux effets ci-dessus, le mandataire ad hoc aura le pouvoir de prendre tous engagements au nom de la société, faire telles déclarations qu'il y aura lieu, signer tous documents et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du mandat lui confié.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE.

Cedric HONOREZ – Notaire

Déposé simultanément : l'expédition du procès-verbal de constitution, rapport du fondateur et rapport révisoral